

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
Cedex 2  
44036 NANTES

NANTES, le 02/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ATLANTIC TERRES SOLUTIONS**

La Clarté  
44410 Herbignac

Références : N6-2020-1224-RAPPORT  
Code AIOT : 0006310797

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2022 dans l'établissement ATLANTIC TERRES SOLUTIONS implanté ZIP de Cheviré Rue de l'Île aux Moutons 44000 NANTES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ATLANTIC TERRES SOLUTIONS
- ZIP de Cheviré Rue de l'Île aux Moutons 44000 NANTES
- Code AIOT : 0006310797
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Le site ATLANTIC TERRES SOLUTIONS est une plateforme permettant :

- l'accueil de déchets inertes pour l'élaboration de graves et cailloux calibrés
- le transit et regroupement de déchets d'amiante conditionnés
- le tri, transit, regroupement, traitement et valorisation de terres et matériaux potentiellement impactés

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites données aux non conformités constatées au cours de l'inspection du 10 février 2021
- traçabilité des terres excavées
- gestion des eaux pluviales et d'incendie
- autosurveillance des rejets aqueux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites**

**administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Fiche d'identification préalable. Constat visite du 10/02/21	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article 9.4.3.1	lettre	Sans objet
3	gestion des eaux pluviales et d'incendie. Constat du 10/02/21	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article 4.3.9.2	lettre	Sans objet
5	Autosurveillance des eaux du bassin B2. Constat visite du 10/02/21	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article 4.3.9.2 et 4.4.2	lettre	Sans objet
9	volumes disponibles des bassins	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article 9.7.3	lettre	Sans objet
11	Traçabilité des terres excavées – bordereaux électroniques	Code de l'environnement du 01/01/2022, article Article R. 541-45	lettre	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	procédures spécifiques. Constat visite du 10/02/21	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article 9.4.3	lettre	Sans objet
4	Autosurveillance des eaux du bassin B1. Constat visite du 10/02/21	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article 4.3.9.2 et 4.4.2	lettre	Sans objet
6	prévention du risque d'inondation. Constat visite du 10/02/21	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article 4.1.4	lettre	Sans objet
7	Confinement des eaux en cas d'incendie. Constat visite du 10/02/21	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article 8.5.4	lettre	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	envols de poussières. Constat visite du 10/02/21	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article 9.7.1	lettre	Sans objet
10	Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques	Code de l'environnement du 01/04/2021, article Article R. 541-43-1	lettre	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des précisions sont à apporter par l'exploitant sur les points suivants : fiche d'identification préalable (analyses à effectuer), volumes disponibles des bassins, traçabilité des terres excavées ayant le statut de déchets dangereux. Il convient d'être vigilant sur les valeurs de pH et de HAP en cas de rejet dans le milieu naturel à partir du bassin B2.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : procédures spécifiques. Constat visite du 10/02/21

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article 9.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, acceptation terres et matériaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour être admis sur le site, les terres et matériaux satisfont : <ul style="list-style-type: none"> <li>à la procédure d'information préalable et d'acceptation préalable visée à l'article 9.4.3.1,</li> <li>aux contrôles à l'arrivée sur le site visés à l'article 9.4.3.2.</li> </ul> Une procédure écrite est rédigée et mise en œuvre.
<b>Constats :</b> Dans le rapport d'inspection faisant suite à la visite du 10/02/21, il avait été indiqué que l'exploitant ne disposait pas de procédure propre à son site tenant compte des spécificités locales, notamment son arrêté préfectoral.  Par courrier du 15 avril 2021, l'exploitant a transmis la procédure d'acceptation préalable mise à jour en y intégrant les spécificités de la plateforme ATS. Celle-ci se présente sous forme d'un logigramme qui a été présenté au cours de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Fiche d'identification préalable. Constat visite du 10/02/21**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article 9.4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, acceptation terres et matériaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contenu de la Fiche d'identification préalable
<b>Constats :</b> Dans le rapport d'inspection de 2021, il a été indiqué à l'exploitant que la vérification (échantillon et contrôle par un laboratoire) prévue lors des contrôles à l'arrivée sur site n'a pas pour objet de se substituer à la vérification préalable pour déterminer l'admissibilité sur le site (FIP, CAP). Cette remarque avait été faite en raison du constat de l'absence d'analyse du mercure sur brut sur un lot de déchets contrôlé par sondage.  Dans sa réponse du 17/03/21, l'exploitant a indiqué que la caractérisation d'un déchet relève de la responsabilité du producteur et que les analyses à effectuer sont faites conformément à la Méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués. L'exploitant a indiqué "Pour information, notre dossier de demande d'autorisation environnementale ne mentionnait pas la fourniture pour l'acceptation préalable d'une analyse établie eu égard aux critères d'admissibilité de notre site, obligation qui a pourtant été reprise dans l'AP d'autorisation. Pour corriger cette erreur, nous allons déposer prochainement un porter à connaissance demandant le retrait de cette obligation."  Au moment de l'inspection, l'exploitant n'a pas effectué de demande allant dans ce sens
<b>Observations :</b> Il est attendu que l'exploitant se positionne par rapport à cette prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : gestion des eaux pluviales et d'incendie. Constat du 10/02/21**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article 4.3.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution et régulation des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les hauteurs d'eau à ne pas dépasser dans les différents bassins afin de permettre la gestion des épisodes pluvieux exceptionnels et la gestion des eaux en cas d'incendie sont matérialisées. [...]
<b>Constats :</b> Dans le rapport faisant suite à l'inspection de 2021, il avait été indiqué que les hauteurs d'eau dans les bassins restent à matérialiser. De même, l'installation des équipements de secours en cas de chute dans les bassins restent à mettre en place.  Au cours de l'inspection, il a été constaté que des échelles limnimétriques matérialisant les hauteurs d'eau et des équipements de secours en cas de chute dans les bassins (bouées, lignes de jet et coffrets) ont été mis en place. Un repère rouge est visible sur les 2 échelles mais l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser son utilité.
<b>Observations :</b> Il est attendu que l'exploitant confirme la fonction du repère précité et la disponibilité des volumes utiles pour la gestion des eaux pluviales et pour le confinement des eaux d'extinction prescrits par l'art. IV.3.9.2 de l'arrêté d'autorisation du 29/06/20
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Autosurveillance des eaux du bassin B1. Constat visite du 10/02/21**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article 4.3.9.2 et 4.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> respect des valeurs limites de rejet
<b>Constats :</b> Dans le rapport de l'inspection de 2021, il avait été indiqué une valeur de pH élevée et dépassant ponctuellement la VLE. L'analyse des résultats d'autosurveillance déclarés sous GIDAF sur la période de janvier à août 2022 ne montre pas de dépassement de la VLE en pH (8,5).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Autosurveillance des eaux du bassin B2. Constat visite du 10/02/21**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article 4.3.9.2 et 4.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Autosurveillance des eaux du bassin B2
<p><b>Constats :</b> Dans le rapport de l'inspection de 2021, il avait été indiqué le suivi des mesures en continue (pH, conductivité, débit) n'est pas réalisé car en attente de l'installation de la station de traitement prévue (retard de livraison). Dans son courrier de réponse du 17/03/21, l'exploitant a indiqué que la station sera installée fin mars 2021.</p> <p>L'analyse des résultats d'autosurveillance déclarés sous GIDAF sur la période de janvier à août 2022 mettent en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des dépassements ponctuels journaliers de la valeur haute de pH (8,5) ;</li> <li>- des dépassements de la VLE en HAP (0,05 µg/l) sur les 2 mesures semestrielles : 0,053 µg/l en janvier et 0,072 µg/l en juillet ;</li> <li>- des dépassements de la VLE des micropolluants suivants suite à la mesure annuelle : PFOS, cyperméthrine, HBCDD, heptachlore et bifénox</li> </ul> <p>Concernant les micropolluants, l'exploitant indique que les dépassements sont liés au fait que la LQ du laboratoire est supérieure à la VLE prescrite par l'AP</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de rejet en Loire à partir du B2 sauf sur la période du 04/04 9H au 05/05 14H (335 m2 rejetés). On constate sur cette période une valeur de pH non conforme les 14/04 (9,1) et 05/05 (8,6)</p>
<b>Observations :</b> En cas de rejet en Loire, l'exploitant devra veiller au respect des VLE en pH et en HAP compte-tenu des constats susvisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : prévention du risque d'inondation. Constat visite du 10/02/21**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article 4.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas d'alerte pour risque de crue, une procédure interne impose l'évacuation des terres et matériaux potentiellement impactés stockés sur le site.
<b>Constats :</b> La procédure restait à établir suite à l'inspection de 2021. Celle-ci a été transmise à l'inspection des installations classées le 17/03/21
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Confinement des eaux en cas d'incendie. Constat visite du 10/02/21**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article 8.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risques d'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ce confinement est assuré par les bassins de confinement des eaux pluviales mentionnés à l'article 4.3.9.2. Une procédure précise les modalités pour isoler dans les bassins les eaux en cas d'incendie
<b>Constats :</b> La procédure restait à établir suite à l'inspection de 2021. Celle-ci a été transmise à l'inspection des installations classées le 17/03/21.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : envols de poussières. Constat visite du 10/02/21**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article 9.71
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution atmosphérique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Aucun criblage de terres ou matériaux n'est réalisé par vent fort. Une manche à air est présente sur le site. Une consigne claire de la direction précise par écrit cette interdiction.
<b>Constats :</b> A l'issue de l'inspection de 2021, la manche à air restait à installer et la consigne à rédiger. La manche à air a été installée le 19/02/21 (vue en inspection) et la consigne a été transmise à l'inspection des installations classées le 17/03/21
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : volumes disponibles des bassins

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article 9.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, régulation des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les bassins B1 et B2 sont régulièrement curés et vidangés afin de permettre en cas d'épisode pluvieux exceptionnel de mobiliser le volume « mort » pour la décantation de ces bassins afin de gérer les eaux pluviales</p> <p><b>Constats :</b> Dans le rapport d'inspection de 2021, il avait été indiqué que l'installation de traitement des eaux en sortie de bassin B2 n'ayant pas été livrée, le bassin est fermé et il est donc en charge maximale. En conséquence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le volume « mort » (volume de décantation des MES) n'est pas disponible pour gérer un épisode pluvieux exceptionnel.</li> <li>- le volume utile pour la régulation du débit de rejet des eaux pluviales n'est pas disponible.</li> <li>- le volume pour le confinement des eaux en cas d'incendie (60 m<sup>3</sup> – risque faible) n'est pas disponible.</li> </ul> <p>L'installation de traitement des eaux ayant été installée fin mars 2021, sa mise en service a permis la vidange du bassin B2 et la disponibilité des volumes précités.</p> <p><b>Observations :</b> L'exploitant doit justifier de la disponibilité des volumes précités (voir point de contrôle n°2)</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 10 : Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/04/2021, article Article R. 541-43-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Traçabilité des terres excavées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a été en mesure de présenter en inspection un registre chronologique des terres présentes sur le site. Un contrôle par sondage pour le mois d'octobre 2022 a permis de constater la présence d'un registre d'entrée et de sortie. Les informations relatives à un lot de terres entrant ont été contrôlées : le lieu de production ne figure pas au registre mais cette information est disponible hors registre. Le registre des terres expédiées précise bien la destination finale de celles-ci</p> <p><b>Observations :</b> Les éléments de ces registres doivent être versés au registre national des terres excavées et sédiments conformément aux prescriptions de l'alinéa II de l'art. R541-43-1 du Code de l'Environnement.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>



**N° 11 : Traçabilité des terres excavées – bordereaux électroniques**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article Article R. 541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Traçabilité des terres excavées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.
<b>Constats :</b> Un contrôle par sondage d'un lot de bétons pollués au chrome a permis de constater que l'exploitant utilise trackdéchets. L'exploitant devra préciser comment sont tracées les terres excavées ayant un statut de déchets dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet